



Editorial : FAISONS UN REVE...

Oui, un joli rêve, d'une telle simplicité qu'on se demande bien pourquoi il n'est pas encore devenu réalité.

Rêvons que la paix règne enfin sur la planète, que plus jamais au XXI^{ème} siècle les populations civiles ne meurent sous les bombardements des dictateurs de tous bords, avec le silence complice ou honteux des « grandes » puissances qui ne font rien...sinon vendre des armes aux belligérants.

Rêvons que partout règne la justice sociale, chacun trouvant sa place dans la société grâce au partage du travail, avec des salaires dignes et sans trop grands écarts afin que toutes et tous subvenions à nos besoins sans peur du lendemain ; donc une Terre définitivement débarrassée du capitalisme.

Imaginons une planète enfin guérie des menaces de destruction massive des espèces et des ressources naturelles grâce à une gestion rigoureuse, équitable et responsable des forêts ou des fonds marins, avec une agriculture produisant sans pesticides et autres produits mortifères ; une planète où il fait bon respirer, la teneur en gaz carbonique ayant enfin baissé grâce à l'action concertée des nations et des citoyens pour limiter les trafics inutiles d'avions et d'automobiles, premiers responsables du réchauffement climatique.

Imaginons dans chaque Etat, des gouvernements véritablement démocratiques, issus du peuple et le représentant sans autre ambition que celle de servir le Bien Commun, bref un monde où les partis politiques actuels seraient définitivement enfouis dans les poubelles de l'Histoire, le site de Bure trouvant enfin une utilisation rationnelle.

Plus prosaïquement, rêvons chez nous d'un chemin

de fer véritable Service Public, avec de nombreuses lignes régionales rouvertes pour irriguer finement tout le territoire, avec des tarifs équilibrés. Un réseau ferré où le bus ne viendrait qu'en complément, et où tous les Macrons du monde seraient renvoyés à leurs chères études.

Hélas tout ceci n'est qu'un rêve, et la réalité, lorsque nous



ouvrons nos yeux hagards, vire de plus en plus au cauchemar. Nous sommes bien conscients de la noirceur du monde, mais soyons également persuadés que rien n'est inéluctable, le pire avenir n'est pas toujours une certitude. C'est parfois au pied du mur, quand l'impasse semble indépassable que se dessine la solution. Bien sûr pour que tout change (et cela devient une impérieuse nécessité !), il ne faudra pas compter sur nos pseudo-politiques,

ni sur les grands financiers qui n'ont que le mot « profit » à la bouche, ni sur les gourous religieux ou sectaires qui rivalisent de bassesse et de fourberie. De même, ce n'est pas notre pitoyable VRP actuel qui sauvera le rail de la faillite, il ne faudra compter que sur nos propres forces. Mais c'est déjà beaucoup : syndicalistes sincères, organisations non gouvernementales, associations en tout genre et autres manifestations citoyennes fleurissent partout, avec parfois une efficacité surprenante dans leur domaine d'action, pour dessiner un avenir nouveau. Il n'est qu'à regarder, parmi tant d'autres, l'exemple de la lutte des « zadistes » de Notre-Dame des Landes pour nous convaincre de la force, du potentiel que nous représentons quand nous unissons nos forces et nos convictions. Alors, pour une fois, terminons ce billet sur une note d'optimisme mesuré : ce monde de barbarie n'est pas le nôtre, un autre monde est possible, et, convaincus de la justesse de notre combat, nous y arriverons bien un jour !

Achat de nouveaux TGV ! Alstom Belfort : L'Etat choisit la fuite en avant.

Communiqué de presse de la Fédération SUD-Rail

Alors que l'Etat vient de décider de laisser à la SNCF et aux travailleurs du rail le poids de la dette du système ferroviaire, déjà largement creusé par la politique du tout TGV, il va maintenant l'aggraver en cédant au chantage à l'emploi d'une entreprise pourtant bénéficiaire.

La Fédération SUD-Rail apporte son soutien aux salariés de Belfort qui se battent pour maintenir leurs emplois sur site. Ce savoir-faire ferroviaire est le maillon essentiel d'un système ferroviaire de qualité.

La décision de faire assumer l'achat de matériel TGV neuf par la SNCF, au-delà de la question de la pertinence économique de cette stratégie, démontre aussi que la dette du système ferroviaire est bien sous le contrôle de l'Etat - En abandonnant à la SNCF le poids de la dette,

- En faisant supporter la facture du catastrophique « Partenariat Public /Privé » de la LGV Paris / Bordeaux (déficit d'exploitation de 200M d'Euros par an).

Le gouvernement, par le biais du PDG de la SNCF aux ordres, va une fois de plus faire payer la « note » aux travailleurs du rail !!!

Faire circuler ces rames TGV sur des lignes INTERCITES sans étudier au préalable la pertinence économique, ni

les problèmes d'exploitations et d'infrastructures (longueur des quais, vitesse des lignes, charges d'entretien et de maintenance des nouveaux matériels, consommation énergétique...) que cela peut engendrer, démontre le caractère irréfléchi de cette décision.

La Fédération SUD-Rail revendique que le gouvernement tire les conséquences de cette décision et organise rapidement la reprise de la dette, à laquelle la réforme du système ferro-

Halte à la répression !

Pendant le conflit de ce printemps contre les lois El Khomri et la réglementation du travail à la SNCF, la répression a marché à fond. De nombreux cheminots et principalement des militants ont subi des sanctions alors que d'autres ont été blessés gravement par des projectiles de la police. Le dernier en date, un militant de SUD-Santé a perdu un oeil suite à un tir de flash-ball lors de la manifestation du 15 septembre. Le gouvernement montre qu'il est faible puisqu'il ne peut compter que sur ces méthodes indignes ajoutées au déni de démocratie du 49.3 pour arriver à faire passer ses lois.

Visite chez l'adversaire social. Le Medef nous les brise...

Mardi 7 juin 2016, parce qu'ils furent bien informés, 100 manifestants pacifiques et déterminés sont entrés au MEDEF pour son blocage des négociations sur l'assurance-chômage pour les intermittents. Alors que l'atmosphère était relativement sereine, le chef de la sécurité du MEDEF a porté un coup bas à Loïc, de la Compagnie Jolie Môme puis s'est précipité dans son bureau afin de déposer plainte le premier pour « violences volontaires en réunion » ! A l'arrivée de la police, tous ont été interpellés et soumis à une vérification d'identité. Loïc a été conduit au commissariat pour 44 h. de garde à vue. Le procès aura lieu le 8 décembre !

viaire d'août 2014 n'aura finalement apporté aucune solution.

Les travailleurs du Rail ne doivent pas servir, une fois de plus, de variable d'ajustement aux décisions politiques électorales prises dans l'urgence !!!

La vie de la liaison

Expo-photos 20 ans SUD-Rail : la Liaison Retraité-e-s a confectionné une expo photos pour commémorer les 20 ans de SUD-Rail.

Elle est constituée d'une vingtaine de panneaux qui illustrent l'histoire de notre organisation syndicale ainsi qu'un diaporama sur clé USB. Cette rétrospective a pour vocation de célébrer cet anniversaire et est à la disposition de tous les syndicats qui en feront la demande auprès de notre liaison. Elle a été présentée (et appréciée) lors du congrès de Najac. Elle ne doit pas rester confinée dans nos locaux et doit circuler dans toutes nos structures.

Repas de fin d'année de la Liaison Nationale des Retraité-e-s : il aura lieu le 1^{er} décembre prochain à Saint Denis. L'invitation est jointe à l'envoi de ce journal. Si vous voulez participer, ne tardez pas à vous inscrire, ainsi vous serez sûr d'avoir de la place et cela nous aidera pour l'organisation. Et nous tenons à vous recevoir du mieux possible !

Commande de vins d'Alsace bio : Pour ce repas de fin d'année nous faisons appel à un viticulteur alsacien qui travaille en biodynamie (agriculture biologique) pour nous fournir les vins qui accompagneront notre repas. Nous profitons de cette occasion pour vous faire découvrir sa carte et passer éventuellement commande. Pour cela un courrier vous a été envoyé. Si vous êtes intéressés adressez nous vite votre commande (avec le paiement joint).

Rédaction

Daniel Boule
Claude Carrez
Rémy Florenty
Bertrand Lecointre
Gilles Le Loupp
Eric Marchiando
Patrice Perrret
Alain Possible
Michel Valadier
Alain Vialette

Caisse de Prévoyance/Agence Famille des Retraités : *Comment les contacter si on n'utilise pas internet ?*

Nous sommes entrés dans l'ère informatique, sensée répondre à tous nos problèmes. Et pourtant..., quel est la ou le retraité qui n'a pas eu de difficultés pour obtenir des réponses précises ou rapides sur sa protection sociale, sa pension, ses facilités de circulation, etc.? Faisons le point : Avant le 4/02/2013, c'était simple, la Caisse de Prévoyance (siège de Marseille et antennes locales) s'occupait de tout. Les retraités avaient donc un interlocuteur unique qu'ils pouvaient contacter, au choix, en se rendant sur place, par courrier, téléphone puis au fur et à mesure de son développement, par informatique.

Après le 4/02/2013 la Caisse de Prévoyance, devenue une branche de la Sécurité Sociale, ne s'occupe plus que de l'assurance maladie et des retraites. Elle a transféré tout ce qui touche les facilités de circulation vers l'Agence Famille des Retraités SNCF. Maintenant il y a donc deux interlocuteurs pour les retraités qui devront soit s'adresser à la Caisse de Prévoyance soit à l'Agence Famille des Retraités, gérée par la SNCF, chaque service n'intervenant que dans son domaine.

Aujourd'hui, avec la révolution informatique, la priorité est donnée aux contacts par internet alors qu'une majorité de retraité-e-s ne maîtrise pas avec aisance cet outil de communication qu'on nous impose. Les autres moyens de contact (agences, courrier, téléphone) ne sont pas popularisés créant ainsi bien de difficultés à beaucoup d'entre nous. De plus, cette priorité donnée à l'informatique est source d'injustice et de disparités. En effet celle ou celui qui peut se connecter aux sites internet de ces deux organismes peut accéder immédiatement à un volume d'information très important, faire des démarches en ligne, obtenir des documents... Quant aux autres très nombreux qui ne disposent

pas d'informatique ou savent peu l'utiliser, ils sont contraints d'utiliser les « anciennes » procédures : courrier postal (suppression des enveloppes CP 104, délais d'acheminement importants), téléphone (numéros parfois surtaxés, serveurs vocaux compliqués, attente souvent longue à cause du manque de personnel), ou aller dans les quelques antennes régionales qui restent (Caisse de Prévoyance seulement car l'Agence Famille des Retraités ne reçoit jamais !). Ce sont donc une fois de plus les plus défavorisés qui souffrent de cette « modernisation ». Essayons d'y voir plus clair :

Pour tout ce qui concerne assurance maladie et retraite adressez-vous à la Caisse de Prévoyance :

- Adresse : 17 avenue Général Leclerc 13347 MARSEILLE CEDEX 20

- Téléphone : 04.95.04.01.11

- Site internet www.cprpsncf.fr (créez votre espace personnel).

LES ANTENNES EN REGION :

- LILLE : Parvis de Rotterdam Bâtiment Atrium 1er étage Bd de Turin 59777 EURALILLE 04.95.04.61.76

- NANCY : Espace Saint Léon 5 bis rue Saint Léon 1er étage 54000 NANCY 04.95.04.08.12

- STRASBOURG : 3 bd Wilson 67083 STRASBOURG 04.95.04.08.15

- PARIS : 18 rue de Budapest 75009 PARIS 04.95.04.02.00

- RENNES : 13 rue de Chateillon 3^{ème} étage 35000 RENNES 04.95.04.08.66

- TOURS : 21 rue Edouard Vaillant 37000 TOURS 04.95.04.08.61

- DIJON : 10 avenue du Maréchal Foch immeuble Le Mazarin 3^{ème} étage 21000 DIJON 04.95.04.08.16

- LIMOGES : 30 rue Aristide Briand 87100 LIMOGES Tél : 04.95.04.09.80

- LYON : espace Confluence 3 Cours Charlemagne 69002 LYON Tél : 04.95.04.65.46

- CLERMONT-FERRAND : 58A avenue de l'Union Soviétique 63000 ----

- CLERMONT-FERRAND : Tél : 04.95.04.08.58

- CHAMBERY : 114 rue Freizier 73000 CHAMBERY Tél : 04.95.04.62.00

- BORDEAUX : 58 bis rue Amédée Saint-Germain 33800 BORDEAUX 04.95.04.63.55

- TOULOUSE : 37 avenue de Lyon Gare Raynal 31500 TOULOUSE 04.95.04.09.70

- MARSEILLE : Gare Saint Charles Espace Voltaire 13001 MARSEILLE 04.95.04.07.46

Pour tout ce qui concerne les facilités de circulation (Pass Carmillon, cartes de circulation ayants-droits, dispenses de réservation, carte FIP, transport automobiles, bons de transport...) adressez-vous à

L'AGENCE FAMILLE DES RETRAITÉS SNCF :

Adresse : Centre de numérisation de l'Agence Famille 41 rue Jules Barni CS 10411 80041 AMIENS CEDEX 1

Téléphone : 08.09.40.01.10 (numéro vert)

Site internet : www.services-aux-retraites.sncf.com (créez votre espace personnel).

Attention l'agence ne reçoit pas !

Que ce soit à la Caisse de Prévoyance ou à l'Agence Famille, dans tous les cas vous devrez communiquer votre N° de CP et/ou de Sécurité Sociale pour vous identifier. Pour éviter la perte de documents lors des transmissions par courrier pensez à inscrire ces numéros sur chacun d'entre eux.

Pour tout changement de situation (mariage, divorce, séparation, décès...) vous devez contacter très rapidement ces deux organismes. Il est donc essentiel de savoir le faire le plus efficacement possible. Pensez à archiver ces coordonnées.



**PENSER POUR VIVRE
VIVRE POUR PENSER**

Jacques Derrida

Congrès de la Fédération Sud-Rail Najac (12) 26-30/09/2016



Environ 350 militant-e-s se sont retrouvé-e-s dans le cadre enchanteur de Najac pour le 7^{ème} congrès de notre fédération SUD-Rail. Un temps splendide et l'accueil efficace du syndicat de Toulouse ont permis que les nombreux débats se passent dans une ambiance studieuse et détendue. Beaucoup de sujets ont été abordés dans une période difficile pour les luttes sociales, notamment un bilan des actions du printemps dernier. Un nouveau bureau de 14 membres a été adoubé, symbole de confiance dans les actions à venir. Nous leur souhaitons bon courage et apporterons tout notre soutien pour qu'enfin les reculs sociaux fassent rapidement place à des victoires. Plus de 30 bénévoles retraités, ont participé à l'intendance du congrès qui a ainsi pu se dérouler sans anicroche et dans la bonne humeur ! Merci à eux.

Merci aussi à ceux qui ont acheté ou donné pour la classe de Koaré au Burkina Faso initiée par la Liaison Retraités et qui a permis de collecter la somme de 480 euros.

Moi, j'aime pas les étrangers.

Dans le cadre de la précampagne pour l'élection présidentielle, chaque jour, dans chacun des programmes proposés c'est une nouvelle attaque contre les travailleurs. L'âge de départ à la retraite, les protections sociales des salariés, les lois garantissant des normes pour tous les salariés d'une branche, la médecine du travail. Les candidats de droite comme ceux qu'on appelait autrefois la gauche, sont tous d'accord pour les remettre en cause. Dans le domaine des droits des travailleurs venant d'un autre pays, c'est à celui qui déréglera le plus pour réduire le coût pour les entreprises et augmenter les profits par une concurrence entre les travailleurs du monde entier. Aussi nous soumettons à votre réflexion le texte de ce sketch de Fernand Reynaud qui date de plus de 50 ans.

*Moi, j'aime pas les étrangers ! Non !
Parce qu'ils viennent manger le pain des Français !
Oui ! J'aime pas les étrangers !
C'est vrai, c'est comme ça, c'est physique !
Et pourtant, c'est curieux, parce que, comme
profession, je suis douanier ! Alors, on devrait être aimable et gentil avec les étrangers qui arrivent !
Mais moi, j'aime pas les étrangers !
Ils viennent manger le pain des Français !*

*Et j'suis pas un imbécile ! Puisque je suis douanier !
Je peux écrire ce que je veux sur des papiers, j'aurai jamais tort ! J'ai le bouclier de la Loi ! Parce que je suis douanier ! Je peux porter plainte contre n'importe qui, je suis sûr de gagner en justice ! J'suis pas un imbécile ! Je suis Français ! Oui ! Et je suis fier d'être Français !
Mon nom, c'est Koulakerstersky du côté de ma mère et Piazanobenditti, du côté d'un copain à mon père !
Dans le village où j'habite, on a un étranger. On l'appelle pas par son nom ! On dit : « Tiens ! v'là l'étranger qui arrive ! » Sa femme : « Tiens ! v'là l'étrangère ! » Souvent, j'ai dit : « Fous le camp ! Pourquoi qu'tu viens manger le pain des Français ? » Un étranger !...
Une fois, au café, il m'a pris à part. J'ai pas voulu trinquer avec lui, un étranger, dites donc ! Je vais pas me mélanger avec n'importe qui ! Parce que moi, j'suis pas un imbécile : je suis douanier !
Il m'a dit : « Et pourtant, je suis un être humain, comme tous les autres êtres humains, et... »
Évidemment ! Qu'est ce qu'il est bête, alors, celui ci !
« J'ai un corps, une âme, comme tout le monde... »
Évidemment ! Comment se fait il qu'il puisse dire des bêtises pareilles ! Enfin, du haut de ma grandeur, je l'ai quand même écouté, cette espèce d'idiot !
« J'ai un corps, une âme... Est ce que vous connaissez une race où une mère aime davantage, ou moins bien, son enfant, qu'une autre race ? Nous sommes tous égaux. »
Et là, j'ai rien compris à ce qu'il a voulu dire... Et pourtant j'suis pas un imbécile, puisque je suis douanier ! « Fous le camp ! Tu viens manger le pain des Français ! »
Alors, un jour, il nous a dit : « J'en ai ras le bol ! Vous, vos Français, votre pain et pas votre pain... Je m'en vais ! »
Alors, il est parti, avec sa femme et ses enfants. Il est monté dans un bateau, il est allé loin au delà des mers. Et, depuis ce jour là, on ne mange plus de pain...
Il était boulanger !*

Un peuple prêt à sacrifier un peu de liberté pour un peu de sécurité ne mérite ni l'une ni l'autre et finit par perdre les deux. Benjamin Franklin (1788)

LOI TRAVAIL ou le grand bond en arrière !

Cette loi défendue bec et ongles par le gouvernement Valls, suivi d'un passage en force à l'Assemblée Nationale, nous est imposée comme en Grèce, Italie, Espagne, Portugal, Belgique par la culture économique centrée sur l'équilibre budgétaire défendu par l'Allemagne pour toute l'Europe.

Pour ses détracteurs, tels Yanis Varoufakis ancien ministre Grec des finances démissionnaire, l'affaire tourne en boucle sur les réseaux sociaux, la tragédie du peuple grec suite à différents plans de sauvetage de l'UE est la confirmation

de ce qui se trame pour la France. En effet, depuis juillet 2015, le conseil de l'Europe fait ses recommandations à la France pour dérapages successifs de son budget.

Plusieurs pays de l'UE font leurs réformes. L'Italie adopte son « Job Act », la Belgique annonce son projet de porter de 39 à 45 heures le temps de travail sur la base annualisée. Le 26 mai Pierre Moscovici Commissaire Européen défend le projet, la loi El Khomri est le minimum pour réformer le marché du travail. Pour lui, tous les pays qui ont fait une vraie réforme sont ceux qui ont fait une réforme du marché du travail. Pour le Président de la Commission Européenne J.-C. Juncker « ce n'est pas un attentat contre le droit du travail Français, c'est le minimum de ce qu'il faut faire ». Il insiste sur l'article 2, celui qui inverse la hiérarchie des normes donnant la primauté des accords d'entreprise sur les accords de branche. Le 14 juillet 2015, un jour après la négociation du troisième plan de sauvetage grec, le Conseil Européen publie pour la France ses recommandations sur le programme de réforme vu les déficits budgétaires excessifs. Tout y passe, les dépenses publiques, la réforme territoriale (collectivités), les professions réglementées, et le marché du travail.

Dans ce contexte, la démission du Ministre du Travail François Rebsamen n'est pas une surprise pour Valls. Il avait pris conscience de la casse du Code du Travail et profite du décès du Maire de Dijon dont il est Conseiller Municipal pour prendre le large et laisser à Myriam El Khomri la charge de défendre un projet qui laissera des traces dans la tête des syndicalistes

mais aussi celle des étudiants. Trompé par Hollande et Valls, El Khomri pensait défendre une réforme de gauche, mais elle ignore qu'elle ne pourra pas changer une phrase du texte, tout étant orchestré par les deux destructeurs à la tête de l'Etat poussés par la Commission Euro-

péenne pour le sacro-saint déficit budgétaire (3 %). Pierre Jacquemain, membre du cabinet au Ministère du Travail lui a déjà compris et démissionne, trois autres l'imiteront les semaines suivantes. L'utilisation du 49-3 à l'Assemblée Nationale, démontre une fois de plus que nous ne sommes plus en démocratie, mais bien dans un dictat européen. Souvenons nous de la consultation pour la constitution européenne que nous avons rejetée à une large majorité et que les parlementaires (députés et sénateurs) ont fait passer en congrès à Versailles sous la présidence de Sarkozy. Nous sommes dirigés par des technocrates sortant de l'ENA et autres écoles de la République. Il est encore temps de réagir pour mettre en place une politique de ré-industrialisation de notre pays, pour offrir une place dans la Société à nos jeunes qui désespèrent de cette situation. Nous avons eu raison de nous battre, de nous opposer à ces lois et de dire NON à cette Europe plus au service des patrons que des simples citoyens.

Résumé d'un article de Mediapart.

Les conséquences des contre-réformes des retraites

Les conséquences des contre-réformes des retraites

Les conséquences des contre-réformes des retraites

La CPRP, confirme tout le mal que nous pensons des différentes « réformes » des retraites et de la politique de la SNCF.

L'âge de départ recule :

les départs en retraite de 2015 sont effectués à 53 ans pour la conduite et 57 ans 1 mois pour les autres. Depuis plusieurs années, nous constatons un recul de l'âge de départ, de 5 mois chaque année à la conduite et de 3,6 mois pour les autres. Petit à petit, les droits des cheminots se rapprochent du régime général. Malgré ce recul, 38 % des nouveaux retraité-e-s n'ont pas la retraite pleine et subissent la double peine d'une décote approchant 1 an et demi.

Le taux de remplacement diminue :

le taux de remplacement est le rapport entre le montant des pensions et l'ancien salaire. La pension nette était de 62,6 % de l'ancien salaire en 2011, et seulement 61,7 % en 2015. Cette baisse est la conséquence de l'application progressive des contre-réformes de 2008 et 2010 : augmentation du nombre d'années de cotisation pour une retraite pleine, aggravée par la décote proportionnelle aux trimestres manquants. Ce sera pire en 2017 avec le fort durcissement des conditions pour obtenir le minimum de pension.

Les retraité-e-s subissent cette régression sociale :

partir en retraite plus tard pour avoir une pension en baisse par rapport à l'ancien salaire. Toutes les contre-réformes ont été justifiées par l'augmentation du nombre de retraité-e-s par rapport à ceux des actifs. C'est faux. Certes le nombre d'actifs cotisant diminue, mais le nombre de retraité-e-s aussi. Depuis 25 ans, il y a environ 2 actifs sur 3 cotisants pour 3 retraités. La retraite ne met pas en péril les finances de la caisse.

La véritable raison est ailleurs : imposer l'austérité au plus grand nombre pour enrichir toujours plus une petite minorité.

SOLIDARITÉ BURKINA FASO

La classe de Koaré est financée et construite !

La 2^{ème} classe est à ce jour construite et il ne reste plus qu'à faire les finitions (peinture, crépissage, pose des portes et des fenêtres, remblai...) et à l'équiper de tables-bancs et d'armoires.

Nous entrons dans la dernière phase de notre projet qui consiste en premier lieu, à obtenir le financement nécessaire à l'équipement de la 2^{ème} classe et ensuite, le financement de la 3^{ème} classe d'ici au maximum 3 ans.

Plus que jamais vos contributions sont nécessaires pour boucler notre projet global : Vous pouvez faire un chèque à l'ordre de l'UFR SUD-Rail en inscrivant au dos Solidarité Burkina et l'adresser à la Liaison Retraités, 17 Bd de la Libération, 93200 St Denis.

D'autre part, les bénéfices de la vente de l'artisanat proposé au congrès ou lors de manifestations SUD-Rail (AG, Congrès régionaux, repas de fin d'année, Liaisons décentralisées...) vont

directement abonder la caisse « classe de Koaré ».

La création des SUD s'est effectuée sur des bases que nous espérons toujours d'actualité : Solidarité, Unité et Démocratie.



Solidaires en France entre nous, retraités, actifs, agents du commercial ou du matériel, conducteurs, aiguilleurs, agents de l'Équipement, des trains, de l'inter-pro. Solidaires encore, pour permettre à chaque individu d'avoir un travail, un logement, des droits, des papiers. Solidaires toujours avec les pays pauvres pour permettre à des enfants d'avoir accès à l'école, à un repas et à un toit, à la santé...

Voyage au pays des Hommes intègres :*

Dans la période du 25 Janvier au 12 Février 2017 pour un séjour d'une douzaine de jours, un nouveau voyage est prévu en fonction du nombre de personnes intéressées par cette proposition. Les dates précises seront décidées suivant les vols. Seuls les adhérents SUD-Rail ayant participé au financement du projet (dons, achat d'artisanat) peuvent postuler !

Ce voyage a pour but de rendre visite aux habitants de Koaré et ainsi de découvrir les deux classes. La deuxième partie serait consacrée à la visite d'une autre région du Burkina.

Les camarades se rendant au Burkina dans le cadre d'une inauguration ou d'un voyage de découverte du village de Koaré, de l'école et d'autres lieux, organisé par la Liaison Retraités, ont en charge la totalité du séjour (billet d'avion, assurances, vaccins, logement, nourriture et frais sur place...).

Limite des inscriptions 20 Nov. 2016 en contactant la Liaison Retraités ou directement Gilles LE LOUPP (giloupinel@hotmail.com).

*Pays des hommes intègres : issu de Burkina en langue Mooré, signifiant honneur, intégrité et de Faso en langue Dioula, signifiant patrie, pays.

DU BURKINI AU BURKUNU !

A tous les coups ça marche ! Minettes en mal de provocations ou bigotes convaincues, féministes musulmanes ou simplement femmes affichant leur pudeur de manière ostentatoire, il ne manquera pas d'exégètes pour gloser à l'infini sur les motivations de celles qui adoptent, de plein gré ou non, cette tenue. Retenons que dans une région ou extrême droite et droite extrême se font la course à l'échalote, le succès de la polémique était assuré. Arrêtés municipaux, interpellations de contrevenants, insultes, que du bien puant et du pain béni pour les moines-soldats des totalitarismes identitaires.

Personnellement, peu m'importe qu'on se rafraîchisse le fondement en robe de bure ou dans le plus simple appareil. L'Islam, deuxième religion de France est une réalité durable. Il faut faire avec et les musulmans doivent pouvoir exercer leur foi dans les mêmes conditions de dignité que les autres, sans être l'objet de discriminations. Ils doivent aussi accepter que nous ne soyons pas d'accord avec des comportements dictés par un prosélytisme offensif ! Je fais référence à des faits constatés comme le refus de serrer la main, ou l'exigence qu'il n'y ait pas d'alcool dans les repas partagés avec des personnes qui n'ont pas leurs convictions.

Prendre acte du renouveau religieux ne signifie pas s'en satisfaire, et les mécréants dont je suis doivent acquérir les connaissances nécessaires à l'analyse critique, qui ne se confond pas avec un anticléricalisme parfois revigorant certes, mais dont les effets sont limités. Il semble que la bataille des idées soit à terme plus fructueuse que la prolifération des interdictions. Le défi est de redonner sens et contenu aux espérances profanes.

Pour conclure de manière moins sentencieuse et puisque le rire est le propre de l'Homme, espérons que les générations futures ayant grandi dans ce renouveau de la bigoterie s'en émanciperont. Nous pourrions alors, nous les anciens qui avons vécu le passage du bikini au monokini, assister à l'arrivée du burkunu, le vêtement d'où il est possible d'observer la lune ! De quoi réjouir tous les astronomes en culottes courtes !



UN PRÉSIDENT N'aurait PAS DÛ DIRE ÇA ...



Perturbateurs endocriniens : Ils s'attaquent aussi à notre cerveau

On savait que les perturbateurs endocriniens, ces polluants omniprésents dans notre environnement, affectaient la fécondité, augmentaient les risques de développer des maladies comme le cancer ou le diabète. Ils auraient aussi des effets sur la formation de notre cerveau, et diminueraient notre intelligence. Alors qu'à Bruxelles la Commission européenne bloque la réglementation des perturbateurs endocriniens et qu'à Paris le Sénat s'acharne à reporter l'interdiction des insecticides néonicotinoïdes...

Ces substances chimiques perturbent nos hormones thyroïdiennes qui permettent

"Les pathologies dues aux perturbateurs coûtent 157 milliards d'euros par an à l'UE."

au cerveau humain de se développer

et de fonctionner correctement. Celles-ci régulent notre métabolisme énergétique, contrôlent notre poids, et les fonctions de nombreux organes. En 2001 a été découverte la complexité de la perturbation endocrinienne et l'ampleur de la pollution.

Quelle est cette pollution ?

Ce travail porte sur les innombrables molécules de synthèse que nous respirons, ingérons ou appliquons sur notre peau, quotidiennement : crèmes, plastifiants, pesticides, dioxines, retardateurs de flammes (dans les voitures, les téléphones portables, les ordinateurs...), etc. Depuis le siècle dernier, des myriades de substances ont été mises en circulation. Aux Etats-Unis, le Toxic

Substances Control Act en répertorie 84 000. Sans compter les pesticides, les additifs alimentaires et les cosmétiques !

Notre environnement est désormais envahi par des molécules dont la structure ressemble à celle des hormones thyroïdiennes, et qui interfèrent avec les processus de régulation que l'évolution a mis tant de temps à façonner. Certaines se mettent à remplacer les hormones, d'autres amplifient leur action. D'autres encore la bloquent, par exemple lorsqu'elles empêchent l'absorption d'iode par la thyroïde, alors que l'iode est indispensable au développement cérébral du fœtus et de l'enfant, comme au fonctionnement du cerveau adulte.

Ces polluants nous font perdre la tête. Des scientifiques ont démontré que les perturbateurs endocriniens affectent la fécondité, altèrent le développement fœtal, augmentent les risques de cancer, de diabète ou d'obésité. Mais durant la dernière décennie, de nouveaux signaux sont apparus : les augmentations de l'hypothyroïdie, du trouble du déficit de l'attention/hyperactivité, ainsi que des troubles du spectre autistique.

Aux Etats-Unis, le nombre d'enfants hyperactifs a crû de 22 % entre 2003 et 2007 (5,4 millions aujourd'hui), sans modification des méthodes de diagnostic. Quant aux chiffres sur l'autisme des centres américains pour le contrôle et la prévention des maladies, ils sont exponentiels : un enfant sur 5 000 en 1975, un sur 500 en 1995, et un sur 68 en 2014 (un garçon sur 42 !). Si cette

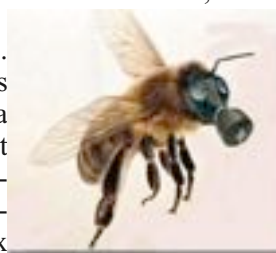
tendance est aussi perceptible dans le reste de la population, nous faisons face à un problème plus global d'attaque des facultés intellectuelles, ce que de plus en plus de travaux commencent à indiquer. Six pays occidentaux enregistrent la même chute, dont la France, avec une érosion du QI chez les adultes entre 1998 et 2006.

Pourquoi avance-t-on si lentement dans la prise de conscience ?

Aux Etats-Unis, on peut commercialiser une substance en trois mois, mais son retrait peut prendre des dizaines **"Six pays occidentaux enregistrent une chute de deux points du QI entre 1998 et 2006."**

d'années ! La recherche prend du temps. Chaque année, les pathologies dues aux perturbateurs endocriniens coûtent 157 milliards d'euros à l'Union européenne (Etude de 2015).

Depuis dix ans, le financement des travaux consacrés aux origines génétiques des troubles autistiques a été 250 fois supérieur à celui de la recherche sur leurs causes environnementales. Pour les décideurs, il est tellement plus facile de dire que



l'autisme a une origine génétique. Car ce n'est plus un problème collectif... Que faire ? Modifier, même légèrement,

nos comportements peut limiter notre exposition : s'assurer qu'aucune femme enceinte ne soit carencée en iode, éteindre les ordinateurs en veille, consommer du sel iodé et des aliments bio...

Les individus doivent agir au niveau de leurs communautés et pays pour changer et faire respecter les lois. Nous devons faire pression sur les industriels pour qu'ils agissent. L'intelligence et l'ingéniosité humaines ont produit ces substances potentiellement dangereuses. En toute logique, elles devraient nous permettre de les contrôler et d'éliminer leurs conséquences déplorables. Sinon, les générations à venir pourraient se trouver incapables de le faire, il leur manquera l'intelligence — à tout jamais.

D'après un article de Télérama



CITOYEN, TON RESEAU FERROVIAIRE FOUT LE CAMP !

De même que les scientifiques reconnaissent 5 cycles d'extinction de la vie depuis son apparition sur Terre, on peut déterminer 3 grands cycles d'extinction du service ferroviaire en France depuis la création de la SNCF : le premier qui voit le jour dès sa création (1937), a supprimé des milliers de kilomètres, certes les plus petites lignes, celles bâties à l'économie, sur des bases électoralistes. Le deuxième correspond à la fin des années soixante, où, sous l'impulsion du lobby routier conquérant, une deuxième fournée touche des lignes



beaucoup plus pertinentes, dont la perte reste aujourd'hui irrémédiable. Quant à la troisième ère de ce massacre dogmatique, elle a été initiée il y a quelques années, après une période de relative accalmie. Cette fois-ci, c'est la structure même du réseau qui est menacée, certaines fermetures privant non seulement des pans entiers du territoire de toute desserte, mais empêchant de plus des relations interrégionales vitales. Le comble, c'est que souvent ce repli a lieu non pas par manque de trafic, mais par manque de moyens financiers pour entretenir et réparer l'infrastructure.

Ce non-sens économique et sociétal est particulièrement illustré par la déliquescence du réseau auvergnat, méthodiquement massacré depuis 10 ans par un manque total d'investissements, avec un conseil régional ouvertement pro-routier, et l'indifférence complice des hautes autorités de l'Etat. Les faits ont là : en 2007 on ferme la ligne dite « des Fades » (Montluçon-Clermont via St Eloy et Volvic) car le viaduc éponyme, qui fut avec ses 132 m le plus haut d'Europe, croule sous la rouille, et les crédits vont, soit au TGV, soit au réseau routier. Suit l'année suivante celle de Montluçon à Ussel, qui fut autrefois qualifiée de grande ligne, car assurant des trains directs de jour et de nuit de Paris sur Ussel et le Mont-Dore. Là aussi, le géant d'acier du viaduc de la Tardes menaçait ruine, et la ligne nécessitait un renouvellement complet des rails. La solution ? Non, on ne ferme pas officiellement, on « suspend » le service jusqu'à ce que d'hypothétiques financements permettent une éventuelle

remise à niveau. Autant dire que cela se fera quand les poules auront des dents ou que le gouvernement actuel sera de gauche !

Le massacre continue en 2014, avec cette fois-ci avec la fermeture de Volvic-Laqueuille-Eygurande, maillon de ce qui fut un itinéraire transversal Lyon-Clermont-Bordeaux. Là aussi, les crédits font défaut pour un renouvellement impératif d'une superstructure à bout de souffle. Cerise sur le gâteau, l'année suivante, c'est le

tour de l'antenne Laqueuille-Le Mont Dore, qui se greffe sur la précédente pour amener curistes et touristes dans l'une des plus grandes stations thermales et de sports d'hiver du massif central. Ce n'est pas grave, tout le monde prendra le bus !

Epilogue (provisoire ?) de ce jeu de massacre, la « suspension » de la ligne Clermont-St Etienne entre Thiers et Montbrison, aux mêmes motifs, prive cette fois de toute liaison ferroviaire directe ces deux grande cités. Mais rassurez-vous, l'A 72 parallèle n'est pas menacée !

Et ce n'est peut-être pas fini, car les deux ex-grandes radiales qui unissent encore la capitale régionale auvergnate à la Méditerranée (lignes des Causses et des Cévennes) vivent elles aussi sur le fil du rasoir. Partout se répète le même mauvais scénario : plus d'entretien sur des lignes de tracé difficile regorgeant d'ouvrages d'art, avec pour corollaire, au nom de la sécurité, une baisse drastique de la vitesse, pénalisant d'autant les horaires, d'où une désaffection croissante du public et une réduction drastique de l'offre, et on termine par l'abandon du service public, laissant les populations captives de la voiture particulière ou du bus. Et on ose encore nous parler de service public et d'écologie ?

Bien sûr, le cas de l'ex-région Auvergne est extrême. D'autres régions font de même avec plus de discernement. Pour se remonter le moral, on peut même trouver le contre-exemple parfait avec la région PACA, qui non seulement n'a pas fermé de lignes fer-

roviaires voyageurs depuis des années, mais a même osé en rouvrir 3 en quelques années : après le court tronçon Meyrargues-Pertuis en 2001, c'est au tour de Cannes-Grasse, fermée aux voyageurs depuis 1938, de retrouver une desserte fournie depuis Nice. Enfin, la réouverture l'année dernière de la ligne Avignon-Carpentras permet même d'assurer une correspondance quai à quai en gare d'Avignon TGV, grâce à la création d'une « virgule » de 3 km entre les deux gares d'Avignon. On se croirait en Suisse !

Il est vrai que les densités de population n'ont rien de comparable entre la Côte d'Azur ou la plaine provençale, et les plateaux désertiques des Combrailles ou de la Lozère. Pour autant, le chemin de fer a été conçu comme élément structurant du transport de service public, mettant tous les citoyens sur un pied d'égalité. Les critères de rentabilité ne doivent pas être seuls en compte au chemin de fer comme dans les Postes parce qu'elles ne génèrent pas assez de courrier. C'est malheureusement ce que les gouvernements successifs ont appliqué sans états d'âme depuis des décennies avec ce qui fut un des plus beaux réseaux ferroviaires au monde, et qui, hormis la grande vitesse et la banlieue, a beaucoup de soucis à se faire pour son avenir. Partout en France d'autres relations sont sur la sellette. Et ce n'est pas le récent refus de l'état de reprendre la dette colossale de la SNCF qui va arranger les choses ! Avec la disparition des trains de nuit, de ceux dits « d'aménagement du territoire », on peut dire vraiment que notre réseau ferroviaire fout le camp ! En tant que citoyens et cheminots retraités, il nous faut réagir pour arrêter le massacre, et ne pas céder aux sirènes de ceux qui pensent trouver en une privatisation des services le remède miracle aux maux que le libéralisme outrancier a lui-même engendrés. Cela passe par l'adhésion aux comités de soutien contre les fermetures déjà effectif pour certains d'entre nous, par l'interpellation des députés du cru, et par les choix électoraux que nous ferons demain, pour tenter d'empêcher ces politiques nuisibles à notre bien commun.

L'ouverture d'esprit n'est pas une fracture du crâne !

Non à l'aéroport de Notre Dame des Landes

Rassemblements des 9 et 10 juillet et 8 octobre 2016.

De nombreux cheminots en grande majorité des retraités se sont retrouvés au côté des 25000 participants pour montrer leur opposition à ce projet néfaste pour la planète tant du point de vue des destructions de terres agricoles et des paysans qui y sont installés que du bétonnage d'une nouvelle partie du territoire. Le référendum bi-donné de juin qui ne s'adressait qu'à une partie des gens concernés n'a pas empêché les gens de se mobiliser. C'est heureux car la volonté du gouvernement de passer en force se fait au mépris des décisions de la COP 21 et pour les besoins de Vinci le bénéficiaire du Partenariat Public Privé (PPP) pour la construction et l'exploitation de l'aéroport.

L'équipe de cheminots autour du syndicat de Paris St Lazare a tenu, comme à chaque rassemblement annuel, un stand de restauration qui a été apprécié pour sa qualité et la démarche écologique qu'il applique. C'est aussi un lieu de débat entre les bénévoles (plus de 25) mais aussi avec les participants. C'est également une occasion de faire connaître nos écrits tels le journal « Le Lien », le journal local des retraités des Pays de Loire Le Pépère peinard et les différentes publications des retraités SUD-Rail.

Ce rassemblement est l'occasion de multiples débats qui ont tous pour point commun, la sauvegarde de la planète, la démocratie et les attaques contre notre environnement. Les sujets abordés furent entre autres :

- L'enfouissement des déchets nucléaires à Bure dans la Meuse avec une décision négative sur l'avenir de la planète et nos descendants.

- Les grands projets inutiles et imposés avec leurs conséquences sur la démocratie et les institutions, notamment la création de l'autoroute A 45 entre Lyon et St Etienne alors qu'il en existe déjà une, mais qui a le malheur



d'être gratuite.

- Le projet Lyon-Turin avec un film retraçant ses aberrations suivi d'un débat présenté par Daniel Ibanez qui est le fer de lance de la contestation sur cette affaire.
- Comment fonctionne le débat public à travers

l'exemple du fonctionnement de la ZAD de Notre Dame des Landes qui permet à chaque avis de s'exprimer et d'être défendu devant toutes les personnes concernées. N'y a-t-il pas là des bases de réflexion sur « Comment régler les conflits ? »

Notre démocratie doit-elle mourir ? Comment la faire vivre ou bien faut-il trouver d'autres moyens d'organiser la vie publique ? Trois dates ont démontré qu'il pouvait y avoir une autre façon : 1871 avec la Commune de Paris, 1936 avec l'occupation des usines démolissant le mythe d'un pouvoir patronal absolu et enfin Mai 68 qui a érigé la liberté de penser et bousculé le vieux monde.

Ceci est un résumé de la richesse proposée. Il est ainsi montré que c'est dans la contestation que naissent et vivent les idées et non dans l'acceptation de l'ordre établi.



Ce 8 octobre, SUD-Rail était présent à ce rassemblement décisif et craint le démarrage imminent des opérations d'expulsion... Sur ce dossier de NDDL, la France est en infraction avec le droit européen, à cause de l'impact environnemental global du projet d'aéroport. En attendant la régularisation, qui est en cours, la Commission européenne conseille à l'État de ne pas commencer les travaux.

Depuis un bon moment déjà, la Commission européenne a mis en demeure la France de se mettre en conformité avec le droit européen sur le projet de construction de l'aéroport à Notre-Dame-des-Landes. L'impact environnemental global pour le territoire a été jugé trop saucissonné.

Pour régulariser l'infraction, la préfecture a produit, en juin 2015, une évaluation environnementale sur l'aéroport, sa desserte routière et les projets connexes. L'Etat français va-t-il passer outre ? Nous le saurons dans les jours à venir.

Triskalia enfin condamné à payer

Le 21 septembre le tribunal des affaires de Sécurité Sociale de St Briec a condamné la société Nutrêa à verser plus de 100 000 € à chacun des deux anciens salariés intoxiqués par des pesticides. C'est beaucoup moins que la somme réclamée mais c'est la reconnaissance que ces patrons sont bien responsables de l'état de santé des deux salariés.

Stéphane Roussel et Laurent Guillou que nous avons rencontré lors de notre session à Camaret vont recevoir réparation d'une part du préjudice subi par l'intoxication par des produits chimiques lors de la manipulation de céréales pendant leur travail en mai 2009 et mai 2010. Depuis, leur vie a été complètement bouleversée par cette maladie très invalidante.

La coopérative Triskalia dont fait partie Nutrêa va devoir payer. Ce géant de l'agro-alimentaire en Bretagne et producteur du beurre « Paysan Breton » et des produits « Mamie Nova » subit là, une défaite et c'est grâce au soutien de Solidaires Bretagne qui accompagne ces deux travailleurs depuis le début qu'elle a pu avoir lieu.

Union Nationale Interprofessionnelle des Retraité-e-s Solidaires

La réunion du 22 septembre a débuté sur les actions des neuf organisations de retraité-e-s CGT, FO, CFTC, CGC, FSU, Solidaires, FGR-FP, LSR, Ensemble & Solidaires-UNRPA et la préparation des rassemblements et manifestations du 29 septembre. Les revendications faisant consensus entre les neuf, ne sont pas toutes les nôtres, mais exigent tout de même une revalorisation annuelle des pensions au 1^{er} janvier de l'année au niveau de l'évolution du salaire moyen, une pension au moins égale au SMIC revendiqué pour une retraite complète, l'abrogation des mesures fiscales inégalitaires taxant les retraité-e-s... Il s'agit d'un compromis, Solidaires revendique par exemple le SMIC pour toutes les pensions, SMIC qui représente le minimum pour vivre. A noter que CFTD et UNSA qui ont approuvé l'austérité, se sentent tellement isolées qu'elles ont appelé à une manifestation nationale très discrète le 20 septembre, mais ont refusé de rejoindre les neufs et leurs revendications.

Les neuf ont tenu une conférence de presse, interpellé la ministre, préparé un colloque sur le pouvoir d'achat et la place des personnes retraitées...

La loi vieillissement met en place un Haut conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge, qui ne voit que les « personnes âgées » et oublie quasiment totalement les « retraité-e-s ». Il nie ainsi les droits des retraité-e-s acquis par les cotisations préalablement payées, et met en avant les aides de la société envers les personnes âgées qui n'ont pas cotisé. La composition du Haut conseil pose problème avec l'exclusion d'une seule organisation syndicale, Solidaires qui, suite à une demande de rencontre à la Ministre le 2 novembre 2015, a été reçue le 20 septembre 2016... pour s'entendre confirmer cette discrimination, sous des prétextes farfelus. Solidaires a annoncé aller en justice.

Les retraité-e-s de Meurthe-et-Moselle (54) alertent sur le projet du gouvernement de remplacer les 10 minima so-

ciaux (comme le RSA), dont 5 concernent les retraité-e-s (ASPA, PTS, AAH, ASI, AV), par une « couverture sociale commune ». Est-ce le premier pas vers un « revenu de base » à la sauce finlandaise supprimant certains acquis sociaux ? Ce thème sera étudié plus à fond en janvier 2017.

La discussion sur l'actualité a porté sur les enjeux de la Loi Travail, l'engagement très fort du gouvernement sur cette exigence du capitalisme financier, et sur l'Union européenne, les institutions européennes et les traités européens au service du système dominant.

Adhésions : nous avons, pour le moment en septembre, 50 structures ayant cotisé pour 5 408 adhérent-e-s, ce qui représente une progression.

Quel type d'actions ? Certains pensent que les traditionnels rassemblements et manifestations n'attirent pas tout le monde, que d'autres se lassent... Mais que faire d'autre ? Aucune structure, aucune personne ne trouve une idée géniale, massive et médiatique. Les cogitations continuent.

La place des personnes retraitées dans la société : l'UNIRS va travailler de nouveau sur cette question qui a été fortement évoquée lors de notre dernière assemblée générale et qui sera le thème général du colloque qui sera organisé par l'inter « des neuf » en fin d'année, et à partir duquel sera traitée la question du pouvoir d'achat des personnes retraitées.

Les retraité-e-s dans les rues le 29 septembre

Depuis 3 ans, 4 organisations de retraité-e-s au début, puis rapidement 9 se mobilisent régulièrement contre



la baisse du pouvoir d'achat, du fait du gel des pensions et de l'augmentation de la fiscalité des re-

traité-e-s. Au bout de 3 ans, nous avons enfin percé le mur de la presse nationale, journaux, radios et télévisions...

Ils ont traité cette information comme les autres : beaucoup de sensationnel en mettant en avant quelques personnes en grande difficulté, et refus de critiquer la politique actuelle en sortant des statistiques comparant les revenus moyens des actifs et retraité-e-s. Beaucoup sont restés de mauvaise foi, prétendant que le pouvoir d'achat ne baisse pas en période de faible inflation, cachant les mesures fiscales.

Cet écho dans la presse montre la montée en puissance de la mobilisation, illustrée par les cortèges de



Solidaires, présents dans de plus en plus de départements. Et à Paris ce sont 80 personnes qui ont défilé derrière la banderole.

Le Sahara algérien, eldorado de la tomate

Les eaux fossiles sacrifiées au productivisme agricole

Depuis quelques années, de décembre à mars, la quasi-totalité des tomates consommées en Algérie proviennent de la région des monts Ziban, autour de Biskra.. En 2014, la production a atteint quelque 300 000 tonnes, soit près d'un tiers de la production annuelle de l'Algérie. Ces tomates d'hiver, d'un goût fade et qui s'abîment très vite, leur prix peut atteindre les 100 dinars (0,85 euro) le kilo sur les étals d'Alger ou d'Oran ; une somme très élevée pour le consommateur.

Acaricides, fongicides, désherbants...

Des tomates dans le désert, comment est-ce possible ? La réponse tient à deux éléments : les engrais et les forages. La pauvreté du sol est compensée par un recours massif aux engrais chimiques — essentiellement de l'azote, du phosphate et du potassium. Même si on ne parle pas de culture hors-sol, comme en Europe cela y ressemble : les racines s'enfoncent à peine dans le sol sableux, d'où elles ne tirent que peu de nutriments. Quant à l'eau: il suffit de creuser.

Si il est sec en surface, le Sahara abrite en sous-sol d'immenses réserves d'eau. Selon les estimations, le système aquifère du Sahara septentrional renfermerait quelque 60 000 milliards de mètres cubes d'eau. Des eaux pour la plupart piégées il y a plusieurs milliers d'années et organisées en strates hermétiquement séparées. Les plus profondes peuvent se trouver à deux mille mètres sous terre, mais les plus superficielles sont à portée de main, à une profondeur d'entre dix et trois cents mètres. Pour 20 000 euros, n'importe qui peut réaliser son propre forage et rendre soudain fertile son morceau de désert. « Actuellement, le Sud est une mine d'or !. On peut y gagner vraiment beaucoup d'argent. L'Etat propose des aides, et en plus il ne réclame aucun impôt. Pour les investisseurs, c'est le rêve ! Il en vient d'ailleurs de tout le pays. »

L'explosion de la plasticulture (agriculture sous serres de plastique) de Biskra doit autant aux initiatives privées qu'à l'intervention de l'Etat. L'Etat est l'ac-

teur du développement de l'agriculture saharienne en construisant des routes, en électrifiant les territoires, en réalisant de gros forages, en creusant des canaux d'irrigation mais aussi en subventionnant l'installation de nouveaux agriculteurs.

Mais quelles tomates ? Avec un recours massif aux pesticides, qui rendent ces tomates dangereuses pour le consommateur : acaricides, fongicides, désherbants, bactéricides, insecticides, etc. L'utilisation intensive d'engrais chimiques et pesticides existe aussi en Europe mais elle obéit à des règles strictes, et est en principe très contrôlée. Mais, en Algérie, ce contrôle est plus lâche. On achète des produits génériques fabriqués en Chine ou en Turquie, beaucoup moins chers que les produits européens, mais aussi beaucoup moins surveillés. Surtout, les périodes minimales à respecter entre l'utilisation du produit et la récolte ne sont pas prises en compte, ce qui est



très dangereux pour le consommateur. Ces tomates ne pourraient d'ailleurs pas être commercialisées en Europe, car elles ne correspondraient pas aux normes sanitaires. »

La quantité d'eau pompée en profondeur a été multipliée par dix en trente ans. Or il s'agit d'une eau fossile, c'est-à-dire peu renouvelable. « C'est comme si on avait rempli le réservoir il y a six mille ans et qu'on roulait avec. Surtout, la qualité de l'eau des nappes superficielles s'est fortement dégradée. Elles ont reçu une partie des produits chimiques utilisés dans les serres. Or elles alimentent aussi l'eau du robinet. Pis : à certains endroits, on observe un mélange entre nappes phréatiques et eaux usées domestiques, avec la présence de nitrates et d'ammonium

Entre pollution chimique et encroûtement des sols, une parcelle ne vit jamais très longtemps. Tous les trois ans, en été, chaque serre est entièrement démontée et déplacée quelques dizaines de mètres plus loin. Mais qu'importe : le désert est si vaste. D'après le Monde Diplomatique de mai 2016

Lire et faire lire ! Pour partager votre plaisir de la lecture avec des enfants..

Lire et faire lire est un programme de développement du plaisir de la lecture et de la solidarité intergénérationnelle en direction des enfants fréquentant les écoles primaires et autres structures éducatives (centres de loisirs, crèches, bibliothèques...). Ce programme, créé à Brest en 1985 à la demande d'un instituteur, Alexandre Jardin, romancier, et Pascal Guénée, ancien Président du Relais civique, ont créé l'association en 1999.

Fonctionnement A la demande de l'enseignant, ou animateur, et en cohérence avec le projet d'établissement et les pratiques pédagogiques, des bénévoles de plus de 50 ans offrent une partie de leur temps libre aux enfants pour stimuler leur goût de la lecture et favoriser leur approche de la littérature. Des séances de lecture sont ainsi organisées en petit groupe, une ou plusieurs fois par semaine, durant toute l'année scolaire, dans une démarche axée sur le plaisir de lire et la rencontre entre les g é n é r a t i o n s . L'engagement de chacun des partenaires (structure éducative, bénévole), le fonctionnement et le déroulement des séances, etc. est décrit dans les chartes : La Charte du lecteur et La Charte des structures éducatives. **Objectifs.** Lire et faire lire poursuit deux objectifs : un objectif éducatif et culturel qui s'inscrit dans les priorités relatives au développement de la lecture et de la maîtrise de la langue et à la découverte de notre patrimoine littéraire, un objectif d'échange intergénérationnel destiné à favoriser la rencontre et le dialogue entre des enfants et des retraités.

12 Le lien du retraité



Une sélection de livres que nous avons aimés et que vous pouvez trouver dans votre librairie indépendante. Ils sont disponibles à la bibliothèque dont nous avons la charge à la Fédération SUD-Rail.



Céline Alvarez Les lois naturelles de l'enfant. Ed. Les Arènes. L'enfant naît câblé pour apprendre et pour aimer. Chaque jour, les neurosciences nous révèlent son incroyable potentiel. Pourtant, nous lui imposons un système éducatif inadapté qui freine son apprentissage et n'encourage pas sa bienveillance innée. Plus de 40 % de nos enfants sortent du primaire avec des lacunes qui freineront une scolarité normale. Céline Alvarez a mené une expérience dans une maternelle où elle a respecté les « lois naturelles de l'enfant » et les résultats ont été exceptionnels. À la fin de la deuxième année, tous les enfants avaient développé de grandes qualités morales et sociales. Ce livre fondateur révèle une autre façon de voir l'enfant et de concevoir son éducation à la maison et à l'école. Céline Alvarez explique les grands principes scientifiques de l'apprentissage et de l'épanouissement.

Grèves et joie pure Simone Weil. Ed. Libertalia Au printemps 1936, une vague de grèves spontanées éclate en France, juste après la victoire électorale du Front populaire. Elle atteint son apogée le 11 juin avec près de deux millions de grévistes. Le présent recueil rassemble quatre articles de Simone Weil (1909-1943) rédigés in situ. Il s'agit de mettre en avant la lucidité et le génie d'une philosophe qui travailla en usine. Et de rappeler que la grandeur et l'importance des combats ouvriers résident avant tout dans l'invention de nouveaux moyens de lutte pour combattre l'aliénation et l'exploitation.



Malaise dans la démocratie J.P. Le Goff. Ed. Stock. « Je cherche à cerner quelques grandes fractures entre l'ancien et le nouveau monde qui me paraissent symptomatiques d'un malaise français et européen et ne sont pas sans rapport avec le chaos des idées ou la façon dont nous avons pu réagir aux événements tragiques de janvier 2015. Pour ce faire, je pose les questions suivantes : quelles sont les principales fractures au sein de la société qui font apparaître la France comme un pays morcelé et désorienté, ne sachant plus d'où il vient, qui il est et où il va ? Quel processus historique a abouti à une telle situation ? » L'auteur analyse le processus historique à l'œuvre depuis 50 ans, qui en est responsable et propose des pistes de réflexion sur les conditions d'une possible reconstruction.

Nous sommes ce que nous mangons Jane Goodall Ed. Babel. La grande primatologue propose dans ce livre une critique transversale des grandes questions alimentaires de notre époque. Elle accuse la surexploitation des ressources, l'élevage intensif, le ravage des océans, le transport excessif des aliments, et les manières de les produire et de les préparer industriellement tout en les appauvrissant et propose des solutions immédiates.



Désastres urbains Thierry Paquot Ed. La Découverte. Grands ensembles, centres commerciaux, gratte-ciel, « grands projets » sont les principaux dispositifs qui accompagnent l'accélération de l'urbanisation partout dans le monde. Emblèmes de la société productiviste et construits au nom du « progrès » et de la « marche de l'histoire », ces désastres urbains n'ont en réalité comme seule fonction que de rentabiliser des territoires désincarnés et interconnectés. Cette enquête montre comment ils uniformisent des paysages urbains, amplifient les déséquilibres sociaux, économiques et écologiques et contribuent à l'assujettissement de leurs habitants. Ils se combinent aux catastrophes « naturelles » (ouragans, tsunamis, séismes, inondations...) pour créer une dangerosité inédite. Ce livre fournit des outils critiques pour les contester et faire naître des alternatives architecturales, des expérimentations et des modes de vie ouverts et libérés...

Livre pour adultes Benoit Duteurtre Ed. Gallimard. « Ce livre est inspiré par la mort de ma mère, qui croyait à la joie de vivre. J'y dépeins aussi les transformations d'un village de montagne, quelques vieilles dames extraordinaires et les péripéties d'une journaliste dans la société contemporaine. Beaucoup de femmes dans ces histoires ; beaucoup de questions sur la naissance et sur le déclin.

La disparition de nos proches souligne cette double réalité de l'âge adulte : tandis que nous courons à l'abîme, le monde où nous avons grandi s'efface lui aussi. Ces réflexions traversent un roman très libre, tour à tour comique et mélancolique. L'autobiographie s'y conjugue à l'essai et à la fiction pour cerner notre destin – et les joies qui éclairent cette fatalité. »



Fédération SUD-Rail Tel : 01.42.43.35.75 federation-sudrail@wanadoo.fr
www.sudrail.fr

Liaison retraité-e-s 17 Bd de la Libération 93200 Saint Denis Tel 01 42 43 99 77
Mail : liaisonretraites@retraitesudrail.org - Blog : www.retraitesudrail.org

